

Questions orales

J'ai été très heureux de prendre connaissance de l'article du député de Winnipeg-Sud-Centre, publié en regard de la page éditoriale dans la *Gazette* de Montréal. Le député appuie l'idée, et je me réjouis que nous y ayons donné suite avant même la publication de l'article.

Quant à la taxe sur les imprimés, la députée a prétendu hier qu'elle serait discriminatoire pour les pauvres. Comme les familles qui touchent moins de 30 000 \$ sortiront gagnantes lorsque la TPS s'appliquera, il leur sera plus facile d'absorber ces coûts. En maintenant cette taxe inique et injuste qu'est la taxe sur les ventes des fabricants, comme il dit vouloir le faire, le Parti libéral s'en prendrait aux pauvres.

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Allons donc, cela ne tient pas debout. Arrêtez de parler et de sermonner. Le ministre devrait écouter au lieu de faire des sermons. Quatre-vingt-trois p. 100 des Canadiens ne veulent pas que les livres soient taxés.

Comme le gouvernement essaie de passer à des mesures plus populaires, le ministre des enfants est-il disposé à annoncer une bonne nouvelle aux enfants en retirant cette taxe extrêmement négative sur les livres pour que ceux-ci soient à la portée de toutes les couches de la société?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la députée me demande d'arrêter de faire des sermons. Elle devrait suivre son propre conseil.

Je lui dirai, si elle s'intéresse au sort des enfants, qu'il est temps que le Sénat arrête de faire de l'obstruction et adopte la loi prévoyant des prestations pour les congés parentaux. Les libéraux bloquent cette loi au Sénat.

* * *

LES DROITS DE L'ENFANT

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, ce week-end, le premier ministre a signé une autre déclaration en faveur des droits des enfants. Il y a un an, son gouvernement a appuyé l'objectif d'élimination de la pauvreté parmi les enfants du Canada d'ici l'an 2000. Le premier ministre a également dit, la fin de semaine dernière, que c'est la volonté politique plus que l'argent qui constitue le facteur décisif dans la guerre contre la souffrance des enfants.

Le premier ministre a beau jeu de se vanter sur la scène internationale. Chez nous, son gouvernement limite les versements du Régime d'assistance publique, récu-

père les allocations familiales et réduit la contribution fédérale aux services provinciaux de santé et à l'éducation postsecondaire.

Si le premier ministre veut vraiment aider les enfants du Canada, peut-il promettre à la Chambre, aujourd'hui même, qu'il retirera immédiatement les projets de loi qui nuiront tant au million d'enfants pauvres du Canada?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, tous les Canadiens, je crois, ont le droit d'être fiers du leadership manifesté par le Canada et par le premier ministre sur la scène internationale.

• (1440)

Permettez-moi de rappeler à la Chambre que Sahira Piracha, représentante des enfants du Canada au sein de notre délégation à New York, a fait cette déclaration hier soir: «Pour vous dire la vérité, j'étais optimiste en y allant. À mon retour, je peux dire, en toute honnêteté, que je suis très fière du fait que le Canada ait pris l'initiative et ait co-présidé le sommet. Et je ne peux pas trouver de mots pour décrire la façon dont le premier ministre nous a représentés. Il a été tout simplement merveilleux.»

C'est le cas de le dire. Les enfants du Canada qui ont assisté au sommet international ont tiré une grande fierté de ce que notre pays a réalisé. Ils savent aussi que, sous la direction du premier ministre, nous avons réduit de plus d'un quart de million le nombre d'enfants pauvres chez nous et que nous sommes déterminés à poursuivre nos efforts jusqu'à l'élimination complète de la pauvreté parmi les enfants du Canada.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, le Canada est devenu un leader sur la scène mondiale même si un million d'enfants canadiens souffrent de famine et même si le nombre d'enfants qui dépendent des banques d'alimentation augmente chaque jour. Si c'est là le genre de leadership qui vient de notre premier ministre, je ne crois pas que les enfants du Canada en aient besoin. Il est grand temps que le premier ministre réponde lui-même à ses critiques au lieu de laisser ses ministres le faire. Il parle au nom du Canada sur la scène mondiale; il est temps qu'il affronte les critiques.

Le projet de loi C-69, qui limite les sommes versées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, le nombre de places en garderie et les transferts aux provinces, contrevient directement aux articles 24 et 28 de la Convention des Nations Unies sur les droits des enfants, que le premier ministre dit vouloir ratifier. S'il